

Édito

Le Nobel appuie celui qui veut la paix à Bogotá

Par Marie-France Cros

La trajectoire de Juan Manuel Santos, le président colombien qui a reçu vendredi le prix Nobel de la paix, n'est pas une histoire édifiante. C'est celle du fils d'une puissante famille, aux connexions idéales pour aboutir à la tête d'un Etat, qui y est parvenu en changeant plusieurs fois de direction, habilement, et dont le premier mandat a été taché de sang. Si le comité du prix Nobel l'a retenu, c'est clairement pour appuyer celui qui, à Bogotá, aujourd'hui, veut la paix, face à ceux qui l'ont rejetée et qui ont remporté le référendum de dimanche dernier en Colombie, marqué par une abstention de 63 %. C'est pour appuyer Santos contre son prédécesseur Alvaro Uribe, proche des paramilitaires d'extrême droite et hostile à toute concession à la guérilla qui s'est soulevée il y a 52 ans. Et il y a urgence. Car alors que lundi dernier, M. Santos et le chef des Farc, Timoleón Jiménez, protestaient de leur volonté de rester sur les rails de la paix et de maintenir le cessez-le-feu, durant la semaine un délai a été donné par Bogotá à ce dernier – jusqu'au 31 octobre – tandis que les Farc ordonnaient à leurs troupes, qui avaient commencé à se rassembler en vue du désarmement, de se disperser. Le prix Nobel donne à M. Santos la légitimité et la force de résister aux pressions de l'extrême droite de M. Uribe qui, s'il affirme aujourd'hui vouloir la paix, n'a jamais voulu que l'anéantissement militaire des Farc – en 1983, elles avaient tué son père, accusé d'être proche des "narcos" – sans y être parvenu en huit ans de pouvoir. Déjà, l'influence du prix se fait sentir: quelques heures après son attribution, Farc et gouvernement s'engageaient à maintenir un cessez-le-feu "bilatéral et définitif" et annonçaient des "ajustements" à l'accord de paix.